

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

MAPA

n° 25 008

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

83 – TOULON - Dégraissage des conduits des hottes de la cuisine professionnelle de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

Date limite de réception des offres :

Lundi 12 mai 2025 à 12h00.

1.	Présentation du projet de marché	3
1.1.	DESCRIPTION DU MARCHÉ	3
1.1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1.2.	PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
1.1.3.	STRUCTURE DE LA CONSULTATION	3
1.1.4.	DUREE DU MARCHÉ	3
1.1.5.	NEGOCIATION	4
1.1.6.	MONTANT DU MARCHÉ	4
1.2.	CONSIDERATIONS SOCIALES	4
1.3.	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	5
1.4.	CONDITIONS ECONOMIQUES	5
1.5.	COMMENT PRENDRE CONNAISSANCE DU PROJET	5
1.5.1.	LE DOSSIER DE CONSULTATION DU MARCHÉ	5
1.5.2.	VISITE	5
1.5.3.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	6
2.	Conditions de participation et examen des offres et de la candidature	6
2.1.	CANDIDATURE	6
2.1.1.	MOTIFS D'EXCLUSION	6
2.1.2.	CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
2.1.3.	TRADUCTION	7
2.1.4.	GROUPEMENT	7
2.2.	CONTENU ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE	8
2.2.1.	UTILISATION DU DOCUMENT UNIQUE E MARCHÉ EUROPEEN (DUME)	8
2.2.2.	EXAMEN DE LA CANDIDATURE	9
2.3.	CONTENUE ET EXAMEN DE L'OFFRE	9
2.3.1.	CONTENU DES OFFRES	9
2.3.2.	EXAMEN DE L'OFFRE	10
2.3.3.	CRITERES D'ATTRIBUTION	10
3.	Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire	11
4.	Dématérialisation	12
4.1.	MODE DE TRANSMISSION	12
4.2.	OFFRES ELECTRONIQUES	13
4.3.	UTILISATION D'UN CERTIFICAT ELECTRONIQUE	13
4.3.1.	EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	14
4.3.2.	EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE	15
4.4.	FORMAT DES DOCUMENTS	15
4.5.	COPIE DE SAUVEGARDE	15
5.	Annexes	16

1.1. DESCRIPTION DU MARCHÉ

1.1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet le dégraissage des conduits des hottes de la cuisine professionnelle de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

Le marché porte sur des prestations de services.

1.1.2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

La procédure de la consultation est une procédure adaptée, passée conformément aux articles R. 2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché composite, constitué de deux postes :

- Poste n° 1 : forfaitaire pour les prestations préventives programmées récurrentes de :
 - Nettoyage et dégraissage des deux installations d'extraction des hottes de la cuisine,
 - Contrôle de la vacuité de l'ensemble des conduits.
- Poste n° 2 : exécuté par l'émission de bons de commandes (articles R.2162-2 et suivants du CCP) pour les prestations ponctuelles détaillées dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

1.1.3. STRUCTURE DE LA CONSULTATION

1.1.3.1. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L2113-10 du CCP, le marché n'est pas alloti car les prestations, objet du présent marché sont indissociables.

Les caractéristiques de chacun des postes sont explicitées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) figurant au DCE.

1.1.3.2. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.1.3.3. CLASSIFICATION CPV

Code(s) CPV de la consultation :

- 50883000 : service réparation et entretien du matériel de restauration.

1.1.4. DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est d'un an (1) à compter de la date de notification.

Le marché est reconductible de manière tacite au plus trois (3) fois, pour la même durée sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans. Le titulaire du marché n'a pas la faculté de refuser cette reconduction.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire le marché, le titulaire en est informé par décision expresse avant le terme de la période annuelle en cours.

1.1.5. NEGOCIATION

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur peut négocier mais se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.

L'administration procède à l'analyse technique (conformité puis évaluation de la performance) et financière de chacune des offres initiales.

La personne publique peut organiser une ou des réunions de négociation avec les candidats dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Les offres irrégulières et inacceptables sont admises aux réunions de négociations.

La négociation ne peut en aucun cas :

- Modifier l'objet du marché,
- Modifier les critères de jugement,
- Modifier des caractéristiques essentielles ou pouvant être considérées comme substantielles,
- Modifier des éléments légaux (intérêts moratoires ...).

A l'issue, les offres qui demeureront irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Seule l'offre de l'attributaire fait l'objet d'un nouvel acte d'engagement.

1.1.6. MONTANT DU MARCHE

Le marché est passé sans montant minimum et avec un montant total maximal sur la durée totale toutes reconductions comprises de 39 000 € HT, soit 46 800 € TTC.

Le présent marché cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

1.2. CONSIDERATIONS SOCIALES

Pour promouvoir la reconversion des militaires blessés, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le CCAP de la présente consultation, une clause sociale obligatoire, constitutive d'une condition d'exécution.

Pour l'exécution de cette clause, l'entreprise attributaire doit obligatoirement assurer l'accueil en stage découverte non rémunéré d'un ou de plusieurs militaires blessés, pour une durée d'un à trois mois, en accord avec Défense mobilité et l'acheteur.

S'ils le souhaitent, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire.

A ce titre, le candidat renseigne obligatoirement et transmet dans son offre, la fiche de stage qui constitue un élément du cadre de réponse.

En complément, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause sociale obligatoire du militaire blessé.

Une offre qui ne satisfait pas à cette condition d'exécution est déclarée irrégulière au motif de non-respect du CCAP.

Cette clause est applicable au présent marché conclu sur son fondement.

En annexe n°4 du CCAP, une fiche synthétique présentant Défense Mobilité, organisme, proposant les candidats aux stages.

1.3. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un critère environnemental comme critère d'attribution, ainsi que des obligations environnementales dans l'exécution du marché.

1.4. CONDITIONS ECONOMIQUES

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le paiement intervient, après service fait, dans un délai global maximal de 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture. Le financement est assuré sur le budget de la CNMSS.

1.5. COMMENT PRENDRE CONNAISSANCE DU PROJET

1.5.1. LE DOSSIER DE CONSULTATION DU MARCHE

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - N° 1 : « Bordereau de prix unitaires (BPU) »,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - N° 1 : « Fiche d'évaluation »,
 - N° 2 : « Convention de stage »,
 - N° 3 : « Fiche de stage »,
 - N° 4 : « Défense mobilité ».
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - N° 1 « Attestation de visite. »,
 - N° 2 « Attestation sur l'honneur RUSSIE ».

1.5.2. VISITE

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats doivent obligatoirement visiter le site.

Les candidats doivent prendre rendez-vous pour la visite, au moins une semaine avant la date demandée.

Par courriel, ils indiquent : le nom de l'entreprise, le nom, le prénom des différents visiteurs.

Les prises de rendez-vous s'effectuent obligatoirement par courriel auprès des personnes suivantes :

- alexandre.bineau@cnmss.fr ; Tél : 04 94 16 95 19
- aurélien.nicot@cnmss.fr ; Tél : 04 94 16 96 34
- jerome.meystre@cnmss.fr ; Tél : 04 94 16 37 18
- patrice.diaco@cnmss.fr ; Tél : 04 94 16 96 90

Il n'est organisé qu'une seule visite par candidat à l'adresse suivante :

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques CARTIER
83090 TOULON CEDEX 9.

Une entreprise se présentant pour une visite sans s'être inscrite ne peut pas y participer.

Tous les visiteurs doivent être munis de leur pièce d'identité valide. A défaut, l'accès au site n'est pas autorisé et devront se présenter 15 minutes avant l'heure de visite fixé.

La CNMSS remettra à chaque candidat, une attestation de visite des lieux signée, à l'issue de la visite, et chaque candidat devra obligatoirement la joindre à son offre.

Il ne sera répondu à aucune question durant la visite sur site, les candidats doivent poser leurs questions éventuelles dans le respect des modalités infra.

1.5.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

Ce délai est fixé à huit (8) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Rappel : comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate-forme des achats de l'Etat, « *en cas de téléchargement anonyme, l'utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation* ».

2. Conditions de participation et examen des offres et de la candidature

En référence aux articles R.2144-3 à 5 et R.2161-4 du code de la commande public, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

2.1. CANDIDATURE

2.1.1. MOTIFS D'EXCLUSION

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (art. L.2141-1 à L.241-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

2.1.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

2.1.3. TRADUCTION

Les documents, constituant ou accompagnant l'offre, rédigés dans une autre langue que le français, doivent être accompagnés d'une traduction en français.

2.1.4. GROUPEMENT

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics aux conditions énoncées aux articles R.2142-19 et suivants du code de la commande publique.

Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement, pour un même marché.

De plus, conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais renonçant à leur autonomie commerciale et technique peuvent se concerter pour établir leurs propositions, à condition de faire connaître au représentant de la CNMSS, lors du dépôt de leurs offres, la nature des liens qui les unissent et le caractère concerté de leurs offres.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais ayant fait le choix de conserver leur autonomie commerciale et technique, sont considérées comme des entreprises distinctes et doivent présenter leurs offres dans le respect des règles de la concurrence.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

2.2. CONTENU ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les entreprises communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles depuis leur création.

Les documents de déclaration du candidat peuvent être téléchargés à partir des liens suivants :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Lettre de candidature** ou **DC1**, comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché, la nature du groupement, l'identification des membres du groupement et la déclaration sur l'honneur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement. *Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent paragraphe.*

- **Déclaration du candidat** ou **DC2**, dûment renseignée de manière précise et exhaustive.

2.2.1. UTILISATION DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME)

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés au § 2.2.1 ci-dessus (article R. 2143-3 du CCP).

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous au § 2.2.3.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen.

En référence à l'article R. 2151-12 du CCP, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

2.2.2. EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurent incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures sont jugées au travers des renseignements fournis, détaillés ci-après :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ou du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années,
- Liste des principales références datées, chiffrées et vérifiables, sur les cinq dernières années dans le domaine du marché : description précise des prestations, la localisation, les dates, les montants et les coordonnées précises des donneurs d'ordre public et privé (nom, qualité, adresse, téléphone, mail),

2.3. CONTENU ET EXAMEN DE L'OFFRE

2.3.1. CONTENU DES OFFRES

L'offre est impérativement composée des documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe dûment complétée :
 - n° 1 : « Bordereau de prix unitaires (BPU) »,
- Le mémoire technique, document contractuel, élaboré dans un document unique, spécifiquement rédigé en réponse à la présente consultation, notamment au regard des critères de sélection des offres (moyens matériels, méthodologie de l'entreprise, fiches techniques,...), détaillés ci-après (article 2.3.3.2),
- L'attestation de visite des lieux complétée : annexe n° 1 du présent document,
- L'attestation sur l'honneur : annexe n° 2 du présent document,
- La fiche de stage : annexe n° 3 du CCAP,
- Un relevé d'identité bancaire (RIB).

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les **échanges** se feront par **voie électronique via la plateforme des achats de l'état** <https://www.marches-publics.gouv.fr> (demandes de précisions éventuelles, offres non retenues, notification...), aussi est-il demandé d'**indiquer, article B2 de l'acte d'engagement** le ou les **adresses électroniques** des personnes ou services à contacter pour tout échange concernant le marché objet de la présente consultation.

*Concernant l'acte d'engagement, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer de façon électronique l'acte d'engagement qui lui sera remis par la CNMSS.

2.3.2. EXAMEN DE L'OFFRE

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

En accord avec le candidat retenu, l'acheteur peut procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

2.3.3. CRITERES D'ATTRIBUTION

Après examen de la conformité de l'offre du candidat au regard des caractéristiques et exigences du cahier des charges, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prix sera classée première.

Les formules de notation et de pondération ne seront appliquées que si le nombre de candidat est supérieur ou égal à deux (2).

Les critères retenus pour classer les offres sont les suivants :

Critères de jugement	Nombre de points
Prix	70 points
Technique	20 points
Environnement	10 points
Total	100 points

2.3.3.1. CRITERE PRIX

Le critère prix est jugé sur 70 points :

Le nombre de points sera attribué en appliquant la formule suivante : $70 \times (\text{offre du moins disant} / \text{offre du candidat})$.

« L'offre du candidat » correspond au montant figurant à la rubrique « prix forfaitaire annuel en € TTC » présent à la rubrique B1.2 « Prix annuel total des prestations forfaitaires » de l'acte d'engagement.

2.3.3.2. CRITERE TECHNIQUE

Le critère technique est apprécié **au regard du mémoire technique** qui devra contenir les items suivants :

<p style="text-align: center;">TECHNIQUE</p> <p style="text-align: center;">Les réponses doivent être apportées dans le mémoire technique</p>	<p style="text-align: center;">20</p>
<p>Le candidat décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation, encadrement et composition de l'équipe qui exécutera la prestation => 5 points - Les moyens matériels et techniques mis à disposition de l'équipe dédiée => 5 points - La présentation de l'organisation et de la méthodologie de l'entreprise dans le cadre des interventions de nettoyage, dégraissage et contrôle de la vacuité en détaillant les étapes de la réalisation des interventions => 10 points 	<p style="text-align: center;">20</p>
<p style="text-align: center;">ENVIRONNEMENT</p> <p style="text-align: center;">Les réponses doivent être apportées dans le mémoire technique</p>	<p style="text-align: center;">10</p>
<p>Le candidat décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La récupération et recyclage des déchets => 5 points - La qualité environnementale des produits de nettoyage, accompagné de leur fiche technique (avec le cas échéant la proposition de produits écolabellisés,) => 5 points 	<p style="text-align: center;">10</p>

Note finale :

Les notes de chacun des critères énoncés ci-dessus sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale sur 100 points.

NB : Les notes sont exprimées avec deux chiffres après la virgule, c'est-à-dire : si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur ; si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur.

2.3.3.3. ATTRIBUTION

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de consultation. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le prix prévaut.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

3. Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que **sous réserve que celui-ci produise** sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du service achat :

- Certificats de conformité aux obligations fiscales au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (attestation de régularité fiscale),
- Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance,
- L'attestation d'assurance en Responsabilité civile en cours de validité,
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail : Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1. Sa date d'embauche ; 2 Sa nationalité ; 3 Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail,
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés,
- L'attestation sur l'honneur signée, en application du règlement européen n°2022/576, des mesures restrictives en raison des actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine applicables aux marchés et aux concessions (annexe 3).

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés,

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

4. Dématérialisation

4.1. MODE DE TRANSMISSION

Les dates et heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page.

Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte. Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations lors de la passation du marché ont lieu par voie électronique via la plateforme de dématérialisation.

La plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS est sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr/

Le candidat qui utilise la voie électronique avec la CNMSS s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate-forme des achats de l'Etat (marches-publics.gouv.fr) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plate-forme marches-publics.gouv.fr.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019, il est rappelé que lorsque le candidat signe électroniquement son offre, les formats de signature de référence acceptés sont PAdes, Cades, XAdes.

4.2. OFFRES ELECTRONIQUES

Les offres sont **obligatoirement** transmises sous format électronique sur la plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les fichiers constituant l'offre sont à déposer impérativement dans un répertoire zippé avant le dépôt définitif sur PLACE.

L'outil ZIP est en libre téléchargement sur PLACE (Accueil /Aide/Outils informatiques).

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

La date et l'heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page. Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.

Les offres électroniques peuvent mais n'ont pas à être signées obligatoirement lors de leur dépôt sur la plateforme. En effet, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché **signera électroniquement l'acte d'engagement remis par la CNMSS.**

4.3. UTILISATION D'UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

L'acte d'engagement est signé au moyen **d'un certificat de signature électronique par une personne habilitée à engager la société** conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Ainsi, vous devez avoir fait au préalable l'acquisition d'un certificat de signature électronique.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature électronique ;
- À l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

4.3.1. EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

4.3.2. EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé.

L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II.

Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

4.4. FORMAT DES DOCUMENTS

Les documents reçus par la CNMSS doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, doc, xls, ppt, dwg. Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

4.5. COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : DSG/Service achat / 247, avenue Jacques Cartier / 83090 TOULON-CEDEX 9.

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5. Annexes

- Annexe n° 1 : Attestation de visite,
- Annexe n° 2 : Attestation sur l'honneur Russie.